



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

radio

Question écrite n° 56222

Texte de la question

M. Jean-Luc Warsmann * attire l'attention de M. le ministre de la culture et de la communication sur le fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER). De vives inquiétudes agitent les professionnels de ce secteur, telles les radios chrétiennes de France, quant à la pérennité des services d'intérêt général, en termes de communication sociale de proximité, qui sont dévolus aux radios associatives non commerciales. En effet, il apparaît qu'à la fin de l'année 2004 le FSER accusait un déficit de l'ordre de 3 millions d'euros. Devant l'éventualité de grandes difficultés financières que rencontreront les radios associatives non commerciales telle que les RCF, et dans le contexte de raréfaction des aides à l'emploi, il lui demande des précisions sur son appréciation de la situation et sur les mesures qu'il envisage de prendre afin d'y remédier.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire appelle l'attention du ministre de la culture et de la communication sur la situation financière du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), dont les aides sont essentielles pour assurer la pérennité des 600 radios associatives réparties sur le territoire métropolitain ainsi que dans les départements et collectivités d'outre-mer. Concernant les subventions au titre de l'année 2004, le versement des aides à l'équipement et des majorations de subventions de fonctionnement était différé, tant que n'était pas connu le produit de la taxe alimentant le FSER enregistré au cours du dernier trimestre. Compte tenu notamment de recettes exceptionnelles perçues en décembre, le ministre a pu décider de verser l'intégralité des subventions proposées par la commission du FSER tout au long de l'année. Le total des aides versées au titre de 2004 s'élève donc à 24,5 MEUR contre 24,2 MEUR en 2003. Concernant l'année 2005, le nouveau barème de la taxe, en vigueur depuis le 1er janvier, devrait conduire à une augmentation des recettes de l'ordre de 2,5 MEUR, ce qui devrait permettre de garantir l'équilibre du FSER et de répondre à l'augmentation du nombre de radios éligibles. Cependant, il apparaît indispensable de réviser en profondeur les règles de fonctionnement du FSER afin d'optimiser l'utilisation du fonds. Une réflexion est en cours, qui devrait déboucher, après consultation des organisations représentatives des radios associatives, sur une réforme applicable à partir de 2006.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Luc Warsmann](#)

Circonscription : Ardennes (3^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 56222

Rubrique : Audiovisuel et communication

Ministère interrogé : culture et communication

Ministère attributaire : culture et communication

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 2005, page 661

Réponse publiée le : 29 mars 2005, page 3235